

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Mais il n'y a pas seulement
des bistros à Marseille.

LA DÉFENSE de Marseille

Il n'est pas question de l'héroïque ré-
sistance qu'opposa par deux fois, en
1653 et en 1683, la cité phocéenne aux
troupes austro-boches du kaiser Char-
les Quint.

Marseille, depuis lors, n'a plus connu
d'horreurs du siège et de l'invasion.
Son commerce et son industrie n'ont
jamais cessé de prospérer. Elle est la reine de
la Méditerranée, le premier port de
France et sa troisième ville — les chif-
fres du dernier recensement disent mé-
me la seconde.

Pourquoi Marseille doit-elle donc être
considérée contre des adversaires qui ne
sont pas des ennemis ? Le fait n'est pas
nouveau. Une sourde animosité existe, en-
tre nos frontières, contre le Méridio-
nal ; et, pour beaucoup, le Méridio-
nal, c'est surtout le Marseillais.

On ne blague généralement pour son
comportement, pour sa façon de se exa-
gérer et aussi pour ses goûts culi-
naires. Plus méchamment, on insinue
qu'il est dépourvu de courage.

On ne manque jamais, en parlant de
lui ou en lui parlant, de placer quel-
ques : « Té mon bon, zuze un peu. Et la
sardine ? Et la Canebière, bagasse ! »
et autres plaisanteries aussi neuves.

On ignore seulement que jamais Mar-
seillais n'a zézayé, ni dit « mon bon » et
encore moins « bagasse », que la répu-
tation de la Canebière n'est due qu'à
son ancienneté (elle remonte à peu près
au début du XVIII^e siècle), et que l'his-
toire de la sardine, en vérité spirituelle
mais un peu usée, fut imaginée par un
Marseillais sur les bons habitants du
belvédère coin des Martigues.

L'accent (que nul à Marseille ne pro-
nonce *assent*, mais bien plutôt *akkssent*)
paraît comique à ceux qui parlent autre-
ment. Mais l'accent alsacien, l'accent au-
vergnat, d'autres encore, font sourire
sans plus de raison.

La cuisine est évidemment suscep-
tible de déplaire et, à dire vrai, un peu
de arde aux estomacs mal entraînés. La
digne qui voudra. Elle vaut bien les
petits pois au sucre et ne sent pas plus
mal que les escargots de Bourgogne.

La façon de l'exagération, c'est plus
grave, et je crois que de là est venu tout
le mal. Le Marseillais a la verbe haut et
facile. Il aime parler et qu'on l'entende.
Mais il a le courage de fatiguer son audien-
ce. Il colore son récit. S'il se sent trop
ennuyé et monotone, il improvisera au
cours de sa narration, inventant, s'il le
peut, une image, un détail pittoresque
qui ponctuera de gestes expressifs. On
dit fanfaron : il se rabaisse plutôt par
un besoin de plaisanterie. Il *galéje*, et,
un acte méritoire, voire héroïque, il di-
minuera la valeur plutôt que d'être so-
nnet et ennuyeux. Il tient à être « amu-
sant ».

Evidemment, ce sont là des travers
pour les gens pondérés. Mais, à des de-
grés différents, ne sont-ils pas précisé-
ment le fonds du caractère français, is-
sant, l'espérance, du latin plutôt que du ger-
main ? Sont-ils suffisants pour qu'on re-
siste de prendre au sérieux le Marseil-
lais, pour qu'on lui dénie ses évidentes
qualités ?

Jusqu'ici, le mal n'était pas profond.
Le Marseillais, qui a aussi bon caractè-
re, supportait sans colère les plaisante-
ries et y répondait de son mieux. Il réus-
sait malgré tout dans les carrières les
plus diverses et les plus honorables, ce
qui ne manquait pas d'esprit. Si Mar-
seille, un peu dédaignée, obtenait à
grand-peine, et après toutes les autres
villes, les faveurs du pays, elle n'en était
pas moins florissante. Tous les sarcas-
mes et jusqu'à des campagnes dirigées
contre elle n'atteignaient pas sa prospé-
rité.

Et voici que soudain, en des moments
où l'on prêchait éperdument et de toute
nécessité l'union la plus sacrée entre
les Français, un grand nombre lais-
sèrent éclater leur colère — pour ne pas
être plus — contre d'autres Français, les
Français du Midi, et avant tout contre
les Marseillais.

C'était au début de la guerre. Une
fautive légende se propagea à la suite
d'une affaire malheureuse où une divi-
on du XV^e corps avait reculé devant
l'ennemi. Fut-ce par une de ces fautes
des chefs qu'affirma plus tard le *Bulle-
tin des Armées* ? On l'a soutenu, en pré-
sant que nos troupes, à peine débar-
rées, avaient été imprudemment jetées
à l'avant sous un feu d'enfer, dans des
trains marécageux et sans soutien
artillerie. Mais on a dit aussi, on a
commencé par dire que la peur s'était,
sans excuse, emparée de deux régi-

ments, s'étendant de proche en proche
à toute la division. On précisait les vil-
les de recrutement de ces unités. Ce n'é-
tait pas Marseille, mais c'était dans le
Midi et c'était tout comme. La censure
laissa passer.

C'était une infamie. Car le fait fut-il
exact, on eût dû le cacher à la France...
à l'ennemi. Et la légende créée s'ampli-
fia à plaisir. Tout le Midi de la France,
dont fait partie le XV^e corps, n'était
composé que de poltrons et de fuyards.

Peu importait que la panique vint de
deux régiments seulement de ce XV^e
corps ! Peu importait qu'une seule par-
tie de ces régiments eût vraisemblable-
ment lâché pied entraînant le reste !
Peu importait que ces unités ne fussent
composées de Méridionaux que pour la
moitié au plus ! Peu importait que, le
même jour, d'autres régiments du même
corps eussent lutté héroïquement
contre la défaite ! Peu importait que des
paniques se fussent produites de tout
temps parmi les troupes les plus coura-
geuses !

La légende fratricide née de la calom-
nie, faisait son chemin, malgré quel-
ques louables mais insuffisants efforts
pour en enrayer les néfastes progrès.

Depuis Dieuze, pourtant, en maintes
circonstances, les troupes du XV^e corps
luttèrent vaillamment. Des citations
leur furent accordées en nombre tel que
ce corps fut au deuxième rang parmi
tous les autres. Les victoires de Ser-
maize et de Vassincourt, à la bataille de
la Marne, l'affaire aussi héroïque que
meurtrière des casernes de Chauvon-
court, toutes dues à des troupes du
Midi, attestaient leur valeur et leur cou-
rage.

Rien n'y fit. On ne « rigolait » plus des
Méridionaux, on les brimait. Ces « Mé-
ridionaux » étaient d'ailleurs parfois des
Parisien ou des Bretons, mais le nu-
méro du régiment suffisait à susciter les
colères.

Un jour viendra où le maire de Mar-
seille pourra publier le dossier des let-
tres outrageantes pour ses administrés
et pour lui-même qu'il reçut en 1914.
Ceux qui les écrivirent en rougiraient
sans doute, si, à côté de ce dossier de
haine, ils avaient vu le dossier de
gloire où s'élevaient les noms — je
n'ai pas le droit de dire les chiffres —
des Marseillais tués, blessés ou dispa-
rus.

L'apaisement pourtant semblait se
faire. A ceux qui se plaignaient, on ré-
pondait : « Mais c'est fini, c'est ou-
blié ! »

Ce n'était pas fini. Beaucoup n'avaient
ni oublié, ni désarmé.

A propos d'incidents survenus à Mar-
seille sur l'application de la circulaire
qui interdit aux permissionnaires l'ac-
cès, dans la journée, des cafés et jusque
des salons de thé, un débat s'annonçait
à la Chambre. Une ligue à étiquette ul-
tra-patriotique a eu la triste pensée de
répandre à profusion au Parlement,
dans la Presse et même sur le front un
factum perfide et outrageant contre « la
15^e région, Marseille pour tout dire »
(sic).

Vétillie, dira-t-on. Ce sont malheureu-
sement ces vétillies répétées qui créent
un état d'esprit.

Des paroles autorisées tombées de la
bouche du général Gallieni et du prési-
dent Deschanel ont relevé l'injure, et ce
dernier a fort judicieusement proclamé
que « le sang des héros s'était par avan-
ce chargé de répondre ».

Ce n'est pas suffisant. Ceux qui ont
signé ce factum ont strictement tenté de
« semer la désunion entre Français » à
l'heure où la France n'a pas trop de
tous ses enfants tendus vers un seul ef-
fort. C'est vraiment un délit, prévu par
nos lois. On a poursuivi et puni de
moins coupables fauteurs de désordre.

Que le gouvernement ne se contente
pas de parler, qu'il agisse ; qu'il rappè-
le à ces calomniateurs que Marseille est
toujours en France, que les Marseillais
se sont fait tuer comme les autres pour
la patrie et pour la liberté, et que c'est
même en combattant pour cette der-
nière qu'ils ont eu l'héroïque honneur
de baptiser notre *Marseillaise*.

Fernand Izouard

Représailles

Londres, 3 février. — On mande de Salo-
nique au *Daily Chronicle* :

« Quatorze avions français ont bom-
bardé le camp ennemi de Petrich, en repré-
sailles du bombardement de Salonique par
un zeppelin. Volant bas, les avions ont
pu infliger des pertes considérables. »

Taisez-vous !

Méfiez-vous !

Des oiseaux ennemis vous échappent.

LA MUSCADE

Est-ce manquer à « l'union sacrée »
que de poursuivre au jour le jour cette
petite analyse de la psychologie parle-
mentaire ?

Nos professionnels de la politique conti-
nuent à nous prouver qu'ils excellent dans
l'art de déplacer les questions ou, si l'on
préfère, d'esquiver les responsabilités.

Voici, par exemple, M. Compère-Mo-
rel qui écrivait hier : « Malgré les vio-
lentes campagnes que les contempteurs du
régime démocratique mènent contre les
parlementaires qu'ils tentent et s'efforcent
de déconsidérer dans l'opinion publique... »

Mais non, citoyens Compère, nos parle-
mentaires n'ont besoin de personne pour se
« déconsidérer » ; ils y suffisent bien tout
seuls.

Ce ne sont pas les « contempteurs du ré-
gime démocratique » qui ont porté à la
tribune les revendications des bistros ; ce
ne sont pas les « contempteurs du régime
démocratique » qui ont « engueulé » le
général Gallieni. En fait de « contempteurs
du régime démocratique », il n'y
a dans cette affaire que de braves gens
qui ne se contentent plus du régime bistro-
cratique, et qui prennent la liberté de le
dire... Vous permettez ?

De même, on commence à connaître l'ar-
tifice de rhétorique dont abusent ces mi-
nistres qui vont répétant : « Vous pouviez
en temps de paix critiquer mes propos et
mes actes ; mais maintenant, je suis intan-
gible, indiscutable et *tabou*, parce que c'est
la guerre. » Louis XIV se bornait à dire,
timidement : « L'Etat, c'est moi ! » Ces
messieurs en « remettent », et proclament
sans rire : « La patrie, c'est nous ! Pré-
tendre que je n'ai pas fait mon devoir,
c'est manquer de patriotisme... »

Ce sophisme peut se diversifier à l'in-
fini, suivant les besoins du jour. Lorsque
M. Briand, le maître du genre, s'expli-
qua sur la censure, nous eûmes la stupeur
de l'entendre démontrer :

1^o qu'il défendait les soldats contre le
« poison » que distillent les journalistes
(le mot « poison » est à l'*Officiel* et il y
a très précisément le même sens que dans
le *Pamphlet des pamphlétaires*) ;

2^o qu'il défendait la France contre la
presse française (voir le couplet : « Je
monte la garde devant le moral du pays, »
comme si quelqu'un de nous avait eu des-
sein d'attenter à ses mœurs) ;

3^o qu'il défendait (ce fut le bouquet)
la liberté de la presse elle-même contre
la censure qu'on voulait lui imposer, à
son chef défendant...

Admirable discours ! Prestigieux esca-
motage ! Quel dommage que les zeppelins
ne se laissent pas escamoter aussi aisé-
ment !

Hier, pourtant, nous avons vu repa-
ser la muscade, — à propos des zeppé-
lins justement, — et comme M. Charles
Benoist sollicitait quelques éclaircissements
sur l'état de notre aéronautique, le même
orateur s'est dressé pour lui répondre,
avec quelle noble et sincère indignation :
« Je ne souffrirai pas que l'on s'en prenne
à nos aviateurs, qui accomplissent de vé-
ritables prodiges de bravoure... »

— Eh ! qui donc songe à leur reprocher
quoi que ce soit ? répliqua en vain M. Char-
les Benoist : qui donc a mis en doute leur
vaillance ? Ce n'est pas à eux que nous en
avons, c'est à vous, qui ne donnez pas à
ces héros les armes dignes de leur hé-
roïsme !

Bien entendu, on ne l'a pas écouté.
Ce jour-là, M. Briand s'était identifié avec
les aviateurs, comme la veille il ne faisait
qu'un avec les officiers blessés de la cen-
sure.

C'est très commode pour répondre. Et
ça répond à tout.

Excepté aux zeppelins.

Gustave Téry

“Piquet-aéronefs”

Nous avons eu tort de dire que rien n'a
été fait contre la venue des zeppelins.

Au ...^e régiment du génie, qui a son
dépôt à Versailles, il a été créé un « piquet-
aéronefs », composé d'un officier, de 3
sous-officiers et de 50 hommes.

Ces hommes sont armés du fusil Gras
modèle 1874. A chaque alerte, on distri-
bue 6 paquets de cartouches à chaque
homme ; puis, le piquet va se mettre à
l'affût sur le plateau de Satory.

Quelle est alors la consigne ? La voici :

« Conformément aux dispositions de la
note du gouverneur militaire de Paris, du
30 août 1914, il est rappelé que le tir
contre les aéronefs ennemis n'est avant-
agé et sans danger que sous de très
grands angles. Il y a donc intérêt à ce
que l'aéronef se rapproche de la verticale
de la section de tir. »

Les hommes du « piquet-aéronefs » de-
vront donc faire signe au zeppelin de se
rapprocher à portée de fusil Gras (mo-
dèle 1874).

Mais la consigne a tout prévu, même
le cas d'atterrissage. Le piquet doit alors :

« 1^o S'assurer de l'équipage... »

« 2^o Orienter le dirigeable la pointe au
vent... »

« 3^o Organiser un service d'ordre pour
prévenir les dangers d'explosion... »

« 4^o Attendre l'arrivée d'artificiers pour
la manipulation des explosifs. »

Il n'y a plus qu'à attendre que, suivant
les instructions de M. René Besnard, un
dirigeable ennemi ait l'obligeance d'atter-
rir sur le plateau de Satory.

La guerre navale

LE CORSAIRE HORIZON

L'extraordinaire aventure du vapeur
anglais *Appam*, capturé par un corsaire
allemand, devenu ensuite corsaire à
son tour et qui, après avoir coulé plu-
sieurs navires marchands britanniques,
est arrivé aux Etats-Unis battant pavil-
lon allemand, n'est pas la moindre des
surprises que l'ennemi nous a prodi-
guées depuis dix-huit mois.

Ce corsaire qui surgit de l'horizon,
bénéficiant de la propriété d'invisibilité
du bleu du même nom, pour apparaître
tout à coup dans les eaux du vapeur
Appam, ouvre un nouveau chapitre à
la guerre de course d'une façon tout à
fait fantastique. Puisque nous ignorons
tout de son état civil, appelons-le le
corsaire « horizon » jusqu'à ce qu'il soit
identifié.

D'où sort-il ? Est-ce un bateau neutre
acheté par l'ennemi ? Un cargo anglais
amariné dans les mers d'Europe, peut-
être par un sous-marin et armé en course
? A moins que ce ne soit tout simple-
ment un vrai corsaire allemand sorti
par ses propres moyens d'un port enne-
mi de la Baltique ou de la mer du Nord
et qui, après avoir forcé le blocus, a fait
route vers l'Océan dans l'intention d'y
renouveler les exploits fameux du cor-
saire sudiste *Alabama*, pendant la guer-
re de Sécession. Il n'aura pas de peine
à l'égaliser puisque, d'après ce que nous
savons, il a déjà coulé une dizaine de
vapeurs de plus de 3.000 tonnes —
il y en a même un de 7.000 tonnes.
Pour un début dans la carrière jadis si
encombrée des coureurs de la mer, il
faut reconnaître que ce n'est pas mal.

Nous avons dit, il y a quelques jours,
que la navigation dans les ports alle-
mands n'avait pas complètement cessé
ainsi que l'ont affirmé bien légère-
ment ceux qui placent tout leur espoir
dans l'efficacité du blocus. Il n'est donc
pas impossible que nos ennemis aient
construit un ou plusieurs navires pour
recommencer sur les grandes routes de
l'Océan la chasse aux navires mar-
chands alliés, qui apporta une profon-
de perturbation dans le trafic maritime
pendant les premiers mois de la guerre.
Il semble qu'on l'ait un peu vite oublié.

Rien ne dit, en effet, que nous n'ap-
prendrions pas que le corsaire mysté-
rieux n'est que l'éclaircir d'une flot-
tille armée en course. Le gouvernement
allemand n'est nullement obligé de
faire une déclaration à cet égard. Il se
bornera, comme tous les belligérants,
à inscrire ces navires sur la liste de la
flotte impériale et à munir leurs com-
mandants des titres officiels affirmant
leur qualité de croiseur auxiliaire. Il
n'en faut pas davantage pour qu'ils
soient parfaitement en règle au point
de vue du droit maritime international.

La question du ravitaillement en vi-
vres et en combustibles n'est certaine-
ment pas très difficile à résoudre pour
l'Allemagne qui a su assurer l'appro-
visionnement de ses sous-marins dans
l'Océan et la Méditerranée de manière
qu'ils puissent opérer dans les meil-
leures conditions. Ce qu'il a été possi-
ble de faire dans des mers sillonnées
de navires, baignant nos côtes et celles
de nos alliés, où notre surveillance
peut s'exercer facilement, sera beau-
coup plus aisée dans l'Atlantique dont
il est difficile de faire la police, à moins
d'y envoyer de nombreux croiseurs.
Les Allemands payent cher les services
qu'on leur rend ; les neutres le savent
bien ; les complications nécessaires ne
leur feront pas défaut s'ils y mettent le
prix.

Quoi qu'il en soit, l'apparition d'un
corsaire allemand dans l'Atlantique est
une surprise désagréable. Il ne suffit
pas de dire que ce n'est pas cela qui
nous empêchera d'être victorieux. Il
faut agir avec vigueur pour éviter d'être
pris au dépourvu aussi souvent. Fai-
sons la guerre comme les Allemands
la font. Nous leur devons bien cette
surprise.

Raymond Lestonnat

UN RECORD

Le zeppelin qui a travaillé sur Salo-
nique se proposait, paraît-il, de bom-
barde le quartier général anglo-fran-
çais. Il ne l'a même pas effleuré. Il s'en
est consolé en détruisant pour un mil-
lion de vivres, en brûlant une mosquée et
en tuant ou blessant une trentaine de
Grecs ou d'Israélites. Les partisans les
plus obstinés de la neutralité hellénique,
aujourd'hui, ne respirent plus que ven-
geance. L'opinion indigène était divisée.
Le zeppelin a réalisé le miracle de faire
l'union contre l'Allemagne et ses procé-
dés de guerre.

Comme maladresse, je crois que c'est
le record de ces gros animaux. Ceux qui
sont venus sur Paris ont secoué la tor-
peur de notre matériel d'aviation. Ceux
qui ont survolé l'Angleterre ont eu l'ai-
mable attention de le faire chaque fois
que les partisans d'une guerre sans merci
avaient besoin d'eux pour encourager le
peuple anglais à lutter sans faiblesse.
C'était déjà, à Paris comme à Lon-
dres, deux beaux résultats. Mais la
palme appartient sans conteste au stra-
tège, boche qui a eu l'idée géniale du
dernier raid sur Salonique. Celui-là, je
demande son nom : il faudra lui élever
une statue.

L'idée de massacrer les Saloniciens
pour faire mieux détester la présence
des Alliés est une de ces lourdes mali-
ces qui me font croire à la prévoyance
du Créateur, lequel, ayant donné à la
bête allemande la force et la méchan-
ceté, lui a du moins refusé l'esprit.

Car voilà le roi Constantin obligé
d'avouer que la neutralité n'est plus un
paratonnerre. Sa politique d'abstention,
peu prestigieuse, presque déshonorante,
offrait un avantage : ne pas se battre !
Si, en ne se battant pas, on est massa-
cré tout de même, on a la honte sans
le bénéfice.

Or, l'infortuné mari de la reine, à
Athènes, ne peut se battre que d'un côté,
du nôtre ! Le choix contraire, ce serait
la famine et la prise immédiate de sa
capitale. Je voudrais voir sa tête à cette
heure.

Encore un ou deux zeppelins sur Sa-
lonique, s'il vous plaît, pour enfoncer
complètement, dans la cervelle des sol-
dats helléniques, la conviction qu'il vaut
mieux se battre que de recevoir des coups
sans les rendre !

Les sous-marins boches nous avaient
donné l'Amérique. Les zeppelins nous
donnent la Grèce. Allons ! il y a un
Dieu.

Maurice de Waleffe

Fallait-il tirer le canon ?

Le bourg de..., situé dans la ban-
lieue de Paris, est entouré par
(ou batteries) permanentes.

On s'est étonné, le soir du 31 janvier,
du silence obstiné observé par les ca-
nons de ces

Nos artilleurs ne doivent pas rester
sous le coup d'une suspicion immé-
ritée. Les canons des forts n'ont pas
tiré, parce qu'ils n'avaient pas à tirer.

D'abord, à part quelques pièces, dites
de sûreté, destinées à la lutte très éloi-
gnée, sur terre, il n'y a plus de canons
dans les forts. L'artillerie est tenue
maintenant dissimulée dans des batte-
ries enterrées, en dehors de ces ca-
paces bétonnées, pour n'être pas ense-
velie sous leurs décombres.

L'emplacement, dira-t-on, ne fait rien
à la chose. Qu'elle soit en dehors ou au
lieu d'être en dedans, cela n'explique point
pourquoi cette artillerie est restée
muette.

Soit. Cependant tout canon n'est pas
apte à tirer en l'air. Ce genre de tir est
réservé à des pièces montées sur des
affûts spéciaux, qui leur permettent de
prendre une situation presque vertica-
le. Mais, en admettant que chacun des
ouvrages en question en ait été doté,
comment aurait-on pu les pointer sur
un but maintenu à une hauteur supé-
rieure à la limite d'éclairage des pro-
jecteurs ? Tout le monde est d'accord
pour déclarer que le zeppelin est resté
constamment invisible. A la vérité, il
existe des procédés de repérage par le
son, mais on ne sait si le monstre, navi-
guant par bon vent, n'avait pas arrêté
ses moteurs.

L'invisibilité de l'aérostat est donc la
meilleure excuse de nos canonnières.
Au surplus, même sur but visible,

leur tir risquait d'être bien inefficace. On n'abat pas un dirigeable à coups de canon, comme un aéroplane. Un aéroplane dont l'enveloppe est trouée en beaucoup d'endroits se comporte encore assez bien dans l'atmosphère, grâce aux ballonnets remplis d'air qui sont à l'intérieur, et qui compensent la perte de gaz. Il va moins vite, voilà tout. Sans doute, il est à la merci de quelques coups heureux qui atteindraient la nacelle ; mais celle-ci est blindée et abrite le personnel ; quant aux moteurs, il faudrait les atteindre tous. Malgré cela, le ballon pourrait encore naviguer un certain temps, par le simple jeu des soupapes et du gouvernail.

Bref, un dirigeable craint peu l'artillerie. Son plus grand ennemi est l'aéroplane, susceptible de le surplomber et de lui envoyer des bombes incendiaires, les seules efficaces, parce qu'elles enflamment l'hydrogène qui le gonfle et provoquent l'éclatement. Encore faut-il des bombes spéciales, munies de crochets, qui harponnent l'appareil et s'y fixent le temps nécessaire à la combustion de la fusée.

On dit que, malgré cela, les canons auraient pu tirer quand même, dans l'espoir, justement, d'un de ces coups heureux dont je parlais tout à l'heure, et que s'ils ne l'ont point fait, c'est parce que les subalternes, seuls présents dans les ouvrages, n'avaient pas d'ordres. Je ne sais si le reproche est fondé en l'espèce. Je n'en serais pas étonné. En tout cas, il le fut, le 21 mars dernier, lors d'une autre visite de zeppelins, cette fois très visibles. Le fait se passa du côté de Conflans-Sainte-Honorine.

Cela tient à une organisation contre laquelle on ne s'élèvera jamais trop. Oui, dans une place, on ne peut tirer un coup de canon sans l'intervention d'une gamme de chefs, depuis le commandant de l'artillerie jusqu'au chef de pièce, en passant par le commandant du secteur et celui du sous-secteur, et d'autres encore. Système de centralisation à outrance qui, depuis Louvois, a étouffé toute initiative dans notre armée.

Habitué à avoir des supérieurs qui pensaient pour nous, tous, du plus petit au plus grand, nous avons perdu la faculté d'agir. C'est si commode de se laisser mener, de trouver la solution de toute question à la page tant du B. O. (recueil de circulaires) !

Et c'est au moment où un ministre, le premier, le seul, veut changer tout cela, nous invitait à secouer notre indolence, à agir, même contre le règlement, que certains viennent par les plus injustes attaques, jeter le découragement dans son âme !

Faut-il que les clameurs des mastroquets et les hoquets des ivrognes aient de la force pour qu'une œuvre aussi impie ait pu être tentée !

Général Verraux

Les Communiqués

15 heures.

Nuit calme. Aucun événement important à signaler.

Hier, en fin d'après-midi, après un bombardement assez vif, les Allemands ont esquissé une attaque sur nos positions du Bois des Buttes (nord de l'Aisne, région de la Ville-aux-Bois).

Le déclenchement immédiat de nos tirs de barrage et de notre feu d'infanterie a arrêté net leur débouché.

23 heures.

Au nord de l'Aisne, bombardement des tranchées ennemies du plateau de Vaucleurs et de la Ville-aux-Bois. Des troupes en mouvement signalées sur la route de Berry-au-Bac à Juvincourt ont été prises sous notre feu.

En Argonne, lutte de mines très active. Nous avons fait sauter de nombreux fourreaux qui ont bouleversé les travaux souterrains de l'ennemi : un aux Courtes-Chausses, un autre à la Fille-Morte, quatre à la cote 285 (Haute-Chevauchée) et trois à Vauquois. Entre la cote 285 et la Haute-Chevauchée, des fractions ennemies ont tenté contre nos petits postes une attaque qui a été arrêtée après une lutte d'artillerie et de grenades.

Sur les Hauts-de-Meuse, nous avons fait sauter une mine dans les bois des Chevaliers et bombardé Saint-Maurice-sous-les-Côtes (nord d'Hattonchatel).

En Alsace, au sud de la Thur, un tir de notre artillerie a provoqué un incendie dans les cantonnements ennemis de Oehlenberg (nord-est de Burnhaupt).

Maxime d'Etat appliquée depuis un certain nombre d'années : N'importe qui étant bon à n'importe quoi, on peut n'importe quand le mettre n'importe où.

CHARLES BENOIST.

AU SÉNAT

On renvoie, pour avis, aux commissions de l'armée et de la marine un rapport de M. Flandin sur la proposition relative au fonctionnement, pendant la guerre, des tribunaux militaires.

Lorsque le général Gallieni sera présent à la séance, on fixera la date d'une interpellation de M. Bepmale sur l'autorisation donnée à un prisonnier de guerre de quitter le camp où il était interné.

Le Sénat modifie l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI, ce qui étend le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine.

Il ajourne la discussion du projet concernant les actions en divorce pour les citoyens présents sous les drapeaux, et la suite de la discussion du projet relatif aux inventions intéressant la défense nationale.

Séance jeudi 10 février.

Hors d'Œuvre

« Five o'clock charitea »

Les personnes qui s'amuse, à Paris, ont conscience de rendre, en s'amusant, les plus grands services aux victimes de la guerre. Les victimes de la guerre, sans en avoir conscience, rendent les plus grands services aux personnes qui veulent s'amuser.

Du moment qu'une partie de l'argent dépensé va ou est censée aller vers des destinations charitables, le plaisir se trouve purifié, l'amusement prend des allures de sacrifice, la « mondanité » devient une vertu.

Ainsi, en temps de paix, le jeu, immoral aux yeux de la loi, devenait licite et digne d'encouragement, lorsque, pratiqué sur les champs de courses, il donnait prétexte à un prélèvement en faveur des œuvres de bienfaisance...

Voici la dernière trouvaille du pharisaïsme parisien. Par là, vous verrez que la fleur parasite du snobisme peut éclore parmi la magnifique moisson de charité que fait germer le sang de nos soldats.

Des dames du monde ont imaginé d'ouvrir une maison de thé, où elles serviront elles-mêmes les consommations au bénéfice de nos chers soldats...

Je cite un article du prospectus :

Le Thé est dirigé et servi uniquement par des femmes du monde qui donnent leur temps et leur concours pour grouper les personnes qui estiment qu'en prenant leur thé aux conditions de prix habituelles, elles contribuent à une œuvre particulièrement utile et patriotique.

Oui... pour ces dames du monde, c'est un petit travail plus propre que celui qui consiste à soigner des blessés, moins fatigant que celui qui consiste à assister des familles de réfugiés, à diriger une crèche ou un ouvroir.

Et c'est aussi plus amusant. Ces dames, qui n'osent pas reprendre leurs réceptions à domicile, pourront organiser de nouveaux, de 5 à 7, les petites parloirs où on jabote, où on ragote, où on chuchote...

A quand le tango « au bénéfice de nos chers soldats » ?...

ZETTE.

A part ça...

Le « service spécial » qui a remplacé la censure nous a fait aimablement remarquer, à propos d'un récent écho, qu'un commandant n'était pas qualifié pour faire paraître un « ordre du jour » (réservé aux colonels), mais pouvait seulement émettre un « rapport ».

A notre tour, nous faisons observer au service spécial que le terme « rapport » est tombé en désuétude. Il est remplacé aujourd'hui, réglementairement, par le terme « décision journalière » (règlement du service intérieur, art. 25, 2^e alinéa).

Ces messieurs

Un train complet passait en gare de Nevers. Un commissaire de la gare entra dans un compartiment où se trouvaient dix poilus en permission de six jours.

— Allons, sortez, leur dit-il.

— Où irons-nous ? le train est bondé.

— Vous voyagerez dans le couloir.

Les poilus ont l'habitude d'obéir. Ils obéirent. Et, debout, dans le couloir, ils attendirent la venue du haut personnage pour qui le compartiment avait été réquisitionné.

Ce personnage se présenta entre deux gendarmes. C'était un prisonnier qui changeait de maison centrale.

Les gendarmes prirent possession du

compartiment et prièrent le malfaiteur de s'asseoir.

— Y a encore sept places de libres, fit remarquer un des poilus... Nous ne sommes pas fiers...

Mais les gendarmes ont leur consigne. Les poilus continuèrent le voyage d'abord, dans le couloir, et le prisonnier ne fut pas exposé à une promiscuité fâcheuse.

Repos hebdomadaire

Cependant que ses inspecteurs du travail tracassent les patrons qui ne respectent pas la loi sur le repos hebdomadaire, l'Etat lui-même applique cette loi d'une singulière façon.

C'est ainsi que, dans certain service du ministère des finances, les employés sont tenus de travailler le dimanche, de 9 heures du matin à 7 heures du soir.

Or, le personnel auquel ce travail dominical est imposé comprend surtout des femmes, parentes, pour la plupart, de victimes de la guerre.

Il semble que l'Etat, par humanité autant que par justice, devrait accorder à ces femmes, presque toutes mères de famille, le repos légal qui leur permettrait de voir leurs enfants un jour par semaine.

Escargots

Le docteur Bérillon nous apprend que les escargots de Bourgogne, que nous mangions avant la guerre, étaient, en réalité, des escargots de Bavière.

Ce détail n'a qu'un intérêt rétrospectif. Car, si lentement que marchent les escargots, ceux que nous avons mangés au printemps de 1914 sont loin, à l'heure actuelle.

Mais le docteur Bérillon ajoute que les escargots boches commencent à faire leur réapparition sur le marché parisien. Après avoir traversé la Suisse, ils arrivent en caisses plombées, l'expérience leur ayant appris que ce mode de voyage est beaucoup plus rapide que le tourisme usité en campagne par les gastéropodes, lorsqu'ils procèdent par leurs propres moyens.

Les douaniers, faute d'ordres, ne peuvent arrêter les escargots isolés qui franchissent la frontière. Mais il doit être plus facile de les saisir lorsqu'ils passent en formations serrées.

Petits Chinois

Croirait-on que dans certaines institutions tenues par de vieilles demoiselles, et où se perpétuent les traditions d'autrefois, on continue, pendant la guerre, à organiser des souscriptions en faveur des... petits Chinois ?

Mais oui, les petits Chinois, si chers à notre enfance, les petits Chinois, que des parents barbares donnent à manger aux porcs, à moins que les élèves de la classe ne consentent à les sauver en versant chacun la somme d'un sou.

Mais le procédé est, aujourd'hui, un peu rajamé.

Il existe, dans le 12^e arrondissement, une pension de jeunes filles, où il est possible de devenir marraine d'un petit Chinois, moyennant le paiement mensuel et minimum de 60 centimes.

C'est tout à fait le moment de prendre un petit Chinois pour filleul.

Ut lisons les hommes

Voici la nomenclature du personnel et du matériel attachés à la suite du commandant d'un bataillon de chasseurs à pied, en garnison dans une ville du Centre :

- 1°) Une superbe auto, vouée, en théorie à Mars, en pratique à Vénus ;
- 2°) Un magnifique chauffeur, sergent-avocat ;
- 3°) Un deuxième chauffeur, domestique du précédent ;
- 4°) Deux cuisiniers ;
- 5°) Un maître d'hôtel ;
- 6°) Un plongeur ;
- 7°) Une ordonnance à pied ;
- 8°) Une ordonnance à cheval ;
- 9°) Un métallurgiste-bijoutier, chargé de la confection des souvenirs du front (bagues, breloques, etc.) ;
- 10°) Cinq secrétaires, dont un sergent ;
- 11°) Deux officiers d'ordonnance.

Le commandant n'est pas du tout de l'avis de ces maîtresses de maison, qui prétendent qu'on a bien du mal à se faire servir en temps de guerre.

Sympathie

Le journal illustré *Critica*, de Buenos-Ayres, nous fait parvenir une série de cartes postales reproduisant les spirituels dessins satiriques qu'il a publiés depuis le commencement de la guerre.

Ces « dessins d'un neutre » ont été l'objet d'une protestation de la part du gouvernement argentin... Cette protestation suivait une tentative de corruption près du directeur de *Critica*.

Le vaillant journal argentin n'en continue pas moins sa propagande, affirmant les sympathies de l'opinion sud-américaine pour la cause des Alliés.

Les Conseils économiques régionaux

La création des comités d'action économique que nous signalions hier répondait à une nécessité qu'a dû reconnaître M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance.

Comme nous l'avons observé, ce n'est pas seulement pour le temps de guerre que ces comités régionaux peuvent avoir leur intérêt ; ils doivent aussi, pour l'avenir, établir le véritable programme économique de la France victorieuse.

Cette conception était d'ailleurs dans la pensée d'hommes qui, au Parlement et ailleurs, avaient déjà indiqué les réformes nécessaires pour donner à ce pays la plénitude de ses moyens d'action.

Il leur est apparu que dans le cadre de la région — base plus large d'étude et d'application — le développement économique pourrait être assuré plus facilement.

C'est ainsi que M. Jean Hennessy voulut, dès le mois de juillet 1915, instituer les *Conseils consultatifs économiques par région militaire*. Dès cette époque, il proposait à la Chambre de « compléter la mobilisation militaire par la mobilisation économique », affirmant, avec juste raison, que « la résistance économique de la France était une des conditions de la victoire décisive ».

Dans sa proposition, inspirée des mêmes idées que s'applique aujourd'hui à réaliser le gouvernement, il prévoyait une organisation rationnelle, où préfets, représentants des Chambres de commerce, représentants des syndicats, commerciaux et industriels, représentants des conseils généraux et représentants des autorités militaires, collaboreraient à l'œuvre commune.

Voilà l'idée de M. Jean Hennessy qui entre dans le domaine des faits par la création des comités d'action économique.

Nous en suivrons le développement et nous en montrerons les résultats.

A la Chambre

M. Briand écarte un nouveau débat sur la Censure

LES LOYERS

M. Victor Boret, au début de la séance, insiste pour interpellier le gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre afin d'assurer, au meilleur compte, le ravitaillement en vivres et en fourrages dans la zone des armées et dans celle de l'intérieur.

M. Thierry serait d'avis qu'on ajournât ce débat. Il n'a pas les éléments pour répondre utilement aux questions de M. Boret.

Au surplus, M. Fernand David fait remarquer que la Chambre est saisie, par la commission d'agriculture, d'un rapport sur la proposition de MM. Jobert et Loup relative à la réquisition des avoines. Dans la discussion générale de cette proposition, M. Victor Boret pourra placer son mot.

M. Victor Boret accepte de renoncer à son interpellation.

M. Constant demande alors à interpellier sur les incohérences de la censure.

Mais M. Briand tue dans l'œuf ce menaçant débat.

Il estime que la question de la censure est vidée et que la Chambre est saisie de problèmes plus importants. Le projet sur les loyers, notamment, est plus pressé. Il doit être voté avant le mois d'avril. Il y a aussi le projet sur les dommages de guerre.

M. BRIAND, président du conseil. — Si, à tout instant, la Chambre est appelée à modifier son ordre du jour, elle risque de se laisser entraîner à des discussions passionnées pour ne pas aboutir toujours à un résultat utile.

Le gouvernement est disposé pour sa part à s'opposer à ces incessantes interpellations qui la détournent d'un travail productif. Il prie la Chambre de s'associer à lui pour que l'ordre du jour utile soit maintenu et qu'on n'y introduise pas à l'improviste des discussions d'interpellations et de questions (Applaudissements.)

M. EMILE CONSTANT. — Je ne me propose pas de parler à la tribune des questions de doctrine, mais des faits qui éclaircissent la Chambre sur la façon dont la censure est appliquée depuis le début qui a eu lieu.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez parler que sur la date.

M. ALEXANDRE BLANC. — Vous n'avez pas fait la même observation à M. Briand avant hier.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demande pardon. Cela est à l'Officiel !

M. EMILE CONSTANT. — Pour que la question vienne utilement, il faut qu'elle soit discutée aujourd'hui ; demain, il sera trop tard.

Mais la Chambre ne veut rien entendre. A mains levées, l'ajournement de la discussion est prononcé.

On ajourne encore la proposition Viollette sur le séjour des officiers dans les états-majors, puis la proposition Rameil tendant à accorder une majoration d'allocation aux femmes en état de grossesse, et nous voici de nouveau dans la question des loyers.

M. Jobert a, le premier, la parole. Il s'attaque principalement au projet de la commission de législation. Il lui reproche d'ajourner la solution du problème des indemnités aux propriétaires :

M. JOBERT. — Pour nous, socialistes, nous sommes nettement hostiles à toute attribution d'indemnité aux propriétaires. Tout le monde perd à la guerre ; pourquoi, seuls, échapperaient-ils au désastre ? D'autant plus qu'avant la guerre, ils ont profité des embellissements des villes, qui leur ont permis de hausser le prix de leurs loyers.

M. Pierre Laval lui succède. Il ne veut pas entendre parler de ce que M. Laitrolle appelle le droit des propriétaires à une indemnité.

Mais il s'agit de défendre les petits propriétaires contre les gros, contre les spéculateurs qui veulent bénéficier de l'intérêt qu'excite légitimement les premiers et toucher, comme eux, une indemnité de l'Etat. Il faut envisager le problème avec le souci des réalités. Si cette thèse ne pouvait se justifier légalement, — et ce n'est pas le cas, — il faudrait se dire qu'au-dessus du code il y a, au milieu de la tourmente actuelle, des cas spéciaux qui doivent peser sur nos décisions. Il ne faut faire le procès ni des locataires, ni des propriétaires. Il faut savoir s'élever au-dessus des catégories sociales pour ne percevoir que l'intérêt général du pays. S'il y a des intérêts particuliers lésés, pensons que la guerre en lèvera bien d'autres, et que la France ne doit donner que ce qu'elle peut donner.

Ce discours, clair, juste, dégagé des obscurités juridiques ordinairement inséparables de ce genre de discussion produit une grosse impression.

M. Levasseur se rallie à la thèse de M. Laval, au nom de la commission du commerce.

M. Ignace, rapporteur du projet, est d'avis que la question des loyers doit se résoudre législativement. Il évoque le mot de M. Briand : « Qui peut payer doit payer ». Ce mot domine le débat.

Il fait l'historique, déjà connu, de la question, rappelle les mesures prises en présence de la paralysie générale qui a frappé le pays au lendemain de la déclaration de guerre et insiste sur le moratorium.

L'orateur, fatigué, remet à la prochaine séance la suite de son discours et la Chambre se sépare.



— Dis... où qu'est-y qu'tu boirais à c't'heure, si y avait pas d'députés ?

POLITIQUE

Les Zeppelins, la brume et nous

On considérait, jusqu'à ce jour, que les meilleurs préservatifs contre les incursions aériennes ennemies étaient, en attendant mieux, ceux que voulait nous fournir l'atmosphère : la pluie, qui écrase la masse énorme du zeppelin d'un lourd suaire de quelques milliers de kilos ; le vent qui, par une dérive dont il lui est très difficile d'apprécier la valeur, rend précieuses les indications fournies par le compas et qui, en outre, peut mettre l'aéronef en danger par le ralentissement qu'il lui impose, quand il se trouve pris en chasse ; enfin, la brume, la fameuse brume qui couvre d'un voile épais les villes que le pirate cherche à assassiner. Or, de ces trois alliés, il en est un qu'il faut rayer de nos papiers, et considérer comme hostile, c'est le brouillard. Les expéditions de samedi sur Paris et de mardi sur l'Angleterre ont prouvé toute la valeur de l'aide qu'il peut donner à l'ennemi.

A vrai dire, si une chose étonne, c'est qu'il se soit jamais trouvé des gens qui aient compté sur le brouillard pour nous préserver des zeppelins ! Il suffit, en effet, de raisonner une minute pour comprendre combien il les sert dans leurs excursions nocturnes et combien peu il les gêne.

Qui dit brume ou brouillard dit calme plat ; pas de vent, donc pas de dérive. Le navire aérien se dirige à la boussole, comme le vapeur qui, en plein océan, marche le cap sur le port avec la même rectitude que s'il avait les yeux sur lui. Donc le brouillard n'apporte aucune incertitude dans la marche du dirigeable, et, connaissant sa vitesse exacte, l'équipage connaît par cela seul le moment précis où il est arrivé sur le point à bombarder.

Autre chose : pour que les avions-sentinelles puissent attaquer le zeppelin, il faut qu'ils y voient clair, et ils n'y verront clair que si les projecteurs terrestres accrochent l'ennemi dans leur pinçage ; car ce ne sont pas les petits phares des aéroplanes qui peuvent leur permettre, à moins d'une grande chance et d'un grand hasard, de découvrir l'adversaire dans les profondeurs obscures et sans fin de l'océan aérien. Or, les projecteurs terrestres, les Parisiens savent ce qu'ils valent par temps de brume ! Samedi soir, j'en voyais cinq qui s'efforçaient de fouiller le ciel, dans mon quartier, du côté du Bois de Boulogne. Dans le brouillard — qui existait réellement de ce côté, quoi qu'on en ait dit — ils fournissaient une pale lueur qui devait bien éclairer à trois cents mètres ! Meltons-nous bien cela dans la tête : au lieu de nous protéger, la brume constitue le temps idéal pour la venue des zeppelins.

L'organisation de la défense aérienne de Paris, quand cette condition atmosphérique se présente, ne paraît cependant pas impossible, ni même bien difficile. Puisque, de la terre, on ne peut, ces soirs-là, éclairer le ciel, pourquoi ne pas transporter les projecteurs là-haut, au-dessus de la couche d'ouate vaporeuse dont l'épaisseur ne dépasse jamais quelques centaines de mètres ? Si les avions-projecteurs, en raison de la lourde machinerie qu'il leur faudrait emporter — moteur, dynamo, miroir — ne sont pas commodes à réaliser, les aérostiers-projecteurs, par contre, sont bien faciles à construire, car il suffit qu'ils enlèvent le miroir, le moteur et le dynamo pouvant rester à terre et leur fournissant le courant nécessaire par l'intermédiaire d'un câble. Quelques captifs disséminés aux alentours de Paris, quelques-unes de ces « saucisses » que les Boches ont mises à la mode, et qui se tiennent face au vent, au bout de leur « ficelle », nous donneraient, même par temps de brume, des phares célestes excellents. On filerait leur câble jusqu'à ce qu'ils aient trouvé la couche claire et, quand ils auraient pris l'Allemand dans leur faisceau, par la télégraphie sans fil ils avertiraient les avions prêts à partir.

On me dira qu'il ne faut pas de phares, en cas d'attaque nocturne, car ils jalonneraient Paris et sa banlieue. Je répondrai qu'il est très difficile de juger où se trouve exactement placé un projecteur qui émet des faisceaux aveuglants, et j'ajouterais qu'il ne tient qu'au commandement d'induire l'adversaire en erreur en disséminant des projecteurs aériens un peu partout, même assez loin de la ville. Quant à leur protection contre les aéroplanes ennemis susceptibles de convoquer les zeppelins, elle serait assurée par les mêmes moyens que celle des captifs qui surveillent l'adversaire en plein jour, sur le front, à quelques kilomètres des lignes.

Voilà un procédé peu coûteux à réaliser, facile à essayer, pour nous défendre par nuit brumeuse. Il ne tient qu'aux autorités responsables d'éclairer le ciel de Paris, en cas de brume. Le jour, ou plutôt le soir, où nous aurons cela, et où nous aurons aussi un armement convenable et des avions qui grimperont vite, nous pourrions nous coucher tranquilles, avec la probabilité de ne pas nous réveiller sur les toits voisins ou dans la cave. Si, au point de vue général de la marche des hostilités, cette dernière éventualité est sans valeur, il n'en est pas moins vrai que la certitude morale

de ne jamais la voir se réaliser donnerait quelques quietude non seulement aux Parisiens mais encore aux soldats du front qui ont ici femme et enfants. Du moment qu'il n'y a aucun inconvénient à leur fournir cette satisfaction, cela seul justifierait peut-être qu'on s'y efforçât.

Mortimer Mégrét

POUR INSTRUIRE LA PRESSE

J'ai représenté l'Œuvre dans la série de visites organisées par M. René Besnard pour permettre aux journalistes de se rendre compte des progrès réalisés dans l'aéronautique militaire. Mission délicate après les réquisitoires de notre collaborateur Jean Ajalbert contre les dirigeants de l'aviation, et tâche assez ingrate, puisqu'il s'agit maintenant de rendre compte de ces visites. Car je puis raconter mais, bien entendu, à la condition de ne rien dire.

Un très aimable homme qui est avocat en temps ordinaire mais remplit actuellement les fonctions de censeur, nous a tous prévenus : « Faites vos articles, mais je les corrigerai. » Nous avons compris.

Mieux vaut, d'ailleurs, se soumettre, nos lecteurs n'y perdront rien. Je les tromperais en faisant des réticences et en usant d'un langage sibyllin qui pourrait laisser supposer que je sais un tas de choses qui doivent être cachées dans l'intérêt de la défense nationale. J'ai passé trois journées agréables bien que fatigantes, mais je ne suis pas beaucoup plus documenté après qu'avant. Comment pourrait-il en être autrement ? La première journée, celle de lundi, a été consacrée à la visite des usines. A huit heures du matin, les vingt-cinq ou trente automobiles qui nous emmenaient faisaient irruption dans la paisible ville de... nous conduisant à l'usine.

Impressionnés, les habitants nous regardaient passer. L'un d'eux, au moment où nous mettions pied à terre, insinua que nous étions des parlementaires. Un autre affirma que nous faisions partie d'une délégation anglaise. Une ouvrière fit cette simple question : « Où est donc la voiture de la mariée ? »

La visite des usines fut rapide. Des moteurs, beaucoup de moteurs. Quelques-uns se trouvaient en action et nous donnèrent l'illusion d'être en plein ouragan.

Puis ce fut le tour des Usines.

Dans ce dernier établissement, les explications nous furent données par lui-même qui nous fit parcourir ses immenses ateliers. Il y en avait plus que 150 au moment de la mobilisation. L'amélioration est donc évidente.

Après un déjeuner confortable, servi dans un restaurant du Bois, la caravane se remet en marche. Nous allons d'abord visiter les usines ouvrières collaborant à la défense nationale. Visite impressionnante, capable de ravir ceux qui ont l'admiration de la mécanique, attristante pour ceux qui estiment que la machine-outil sera fatale à l'intelligence de l'homme. Dans les établissements

où nous allons ensuite, nous sommes en pleine fabrication d'avions ; la discrétion s'impose.

Nous pouvons dire cependant, car ce n'est un mystère pour aucun des habitants, que nous avons assisté sur le terrain à des manœuvres aériennes extrêmement curieuses et que des pilotes ont simulé des combats qui nous ont fait croire à la réalité.

C'est sur cette séance fort intéressante que s'est terminée la première journée.

Le lendemain, mardi, départ matinal afin de visiter le port d'attache de l'aéronautique et des ateliers de l'aviation. Là, nous avons vu sphérique et « saucisses » qui servent pour les observations ; puis au repos dans des hangars, et sur la valeur desquels nous ne pouvons nous prononcer. Quant aux ateliers de réparation, ils ne nous ont pas donné la même impression que les usines visitées la veille. Il ne nous a pas semblé qu'une très grande activité y régnât. La raison en est, disait quelqu'un, que l'Etat fait peu réparer et préfère acheter du neuf.

En quittant notre caravane s'est rendue directement à... où nous étions invités à déjeuner par le sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire. Notre hôte n'a malheureusement pu arriver à temps et il nous a rejoints un peu plus tard, à l'Ecole d'aviation où il nous a souhaité la bienvenue. De jeunes pilotes ont alors évolué sur l'immense terrain, roulant d'abord sur la terre ferme, pour s'élever ensuite à faible hauteur et faire quelques tours de piste.

Dans ces deux journées, nous avons donc assisté à la fabrication de l'avion et à son utilisation par les débutants de l'aéronautique. Je parlerai demain de la troisième journée, la plus intéressante, où il nous fut donné de voir dans la zone des armées les appareils de guerre et les grands pilotes qui les montent.

Maxime Serpeille

Le silence ne supprime pas les événements.

L'arrestation de Kuentzmann

L'instruction menée avec activité par le capitaine-rapporteur Rivière contre Kuentzmann révèle tous les jours des détails savoureux sur l'inculpé, et ses antécédents.

Portant beau, doué d'une mémoire jamais en défaut, ayant une réelle facilité d'élocution, Kuentzmann se disait, parmi ses compatriotes, lieutenant-colonel du génie, attaché à l'état-major, et il prétendait être titulaire, outre la Légion d'honneur, de neuf décorations.

Effectivement, au cours de la perquisition pratiquée à son domicile, le juge a saisi et mis sous scellés un uniforme de lieutenant-colonel, tout chamarré d'or et de haute fantaisie. Kuentzmann a expliqué qu'ayant eu l'intention de former une légion d'Alsaciens-Lorrains et — nouveau Gambaldi — voulant se mettre à leur tête, il s'était fait faire cet uniforme pour conduire ses compatriotes au feu.

Ancien petit employé du service d'architecture à l'Hôtel de Ville, Kuentzmann s'était présenté sans succès, dans un arrondissement de Paris, aux dernières élections municipales ; il avait mis, sur ses affiches, au bas de son nom, le titre d'architecte de la Ville de Paris. Cette mention fautive lui avait procuré, du reste, au lieu du mandat de conseiller municipal, la révocation de ses fonctions.

Il avait fondé quantité de sous-comités d'Alsaciens-Lorrains et recueilli, en faveur de ses compatriotes, des sommes importantes, dont les bénéficiaires ne virent jamais la couleur. Lorsque les directeurs de ces comités réclamaient les fonds, il dissolvait purement et simplement les bureaux mécontents et remplaçait les titulaires.

Un Alsacien est venu spontanément, hier après-midi, faire une intéressante déposition au capitaine-rapporteur. Il a déclaré qu'avant la guerre il habitait Altkirch, dont il connaissait tous les habitants. Or, le 3 août 1914, se trouvant à Paris, il avait assisté, au Café Américain, place de la République, à la réunion constitutive de la Société d'Alsaciens-Lorrains, au cours de laquelle Kuentzmann fut nommé président de la façon suivante :

Comme l'assemblée, très nombreuse et très houleuse, acclamait le nom d'un Alsacien notoire mais âgé de 70 ans, Kuentzmann conduisit lui-même à la tribune le septuagenaire, le présenta d'autorité à l'assemblée comme président, disant que, pour sa part, il acceptait la vice-présidence qui ne lui avait cependant pas été offerte. Le vieillard remercia l'assemblée, mais déclara que les fonctions présidentielles seraient trop lourdes pour ses faibles épaules et que la vice-présidence lui conviendrait mieux. « Je propose donc de nommer président notre jeune vice-président, dit-il, et moi, je prendrai ses fonctions. » Bravos, acclamations, et c'est ainsi que Kuentzmann devint président du Comité d'Alsaciens-Lorrains.

Le témoin a déclaré au capitaine-rapporteur que ce qui le surprit le plus, au cours de cette réunion, c'est de reconnaître parmi les plus chauds partisans de la candidature Kuentzmann, un métreur d'Altkirch, donc fonctionnaire allemand, et un policier louché, qu'on avait coutume de voir « au pays » dans toutes les affaires où un Alsacien se trouvait compromis.

AU PARLEMENT

Le contrôle parlementaire

Le groupe républicain socialiste de la Chambre s'est prononcé en faveur de la proposition des socialistes unifiés pour le contrôle aux armées. Il a admis la création d'une délégation permanente de quarante-quatre membres qui auraient le droit de contrôle.

Les frais de l'emprunt

La commission du budget de la Chambre a eu connaissance des frais nécessités par le dernier emprunt 5 0/0.

Nous rappeller, M. Raoul Péret, les a portés à la connaissance de la Chambre dans son rapport.

Les frais de lancement se sont élevés à un million soixante-dix mille francs. Les dépenses de publicité ont été de neuf cent vingt mille francs. Trois cent trente mille francs ont été affectés à la propagande par affiches, par tracts, etc., et cinq cent quatre-vingt-dix mille francs ont été alloués aux journaux de Paris et de province.

La tombola de la Ville de Paris

Le tirage de la tombola organisée par la Ville de Paris, au Palais des Beaux-Arts (Petit-Palais), est définitivement fixé au lundi 7 février, 10 heures du matin. Le Petit-Palais ne sera ouvert, ce jour-là, que pour les porteurs de billets de tombola et l'entrée sera gratuite.

Il est rappelé, à cette occasion, que l'exposition-tombola ne sera plus visible que jusqu'au dimanche 6 février inclus, de 10 heures à 16 heures, moyennant le prix d'un franc qui donne droit à un billet de loterie.

L'administration préfectorale, d'accord avec la commission des beaux-arts du conseil municipal, étudie les moyens de redonner au Palais des Beaux-Arts et au musée Galliera leur physionomie antérieure. C'est ainsi que l'on prépare, dès maintenant, les éléments d'une exposition des ouvrages des mutilés de la guerre, qui aura lieu incessamment au musée Galliera.

« LA POSTE AU CAMP »

Suivant des informations de la *Kelmische Zeitung*, on distribue aux soldats allemands sur le front français une feuille volante intitulée « La Poste au camp ». Cette publication, ornée de l'aigle impériale est inspirée du plus pur patriotisme, mais contient bien des choses amèrement décourageantes. Cette feuille transmet, en effet, des nouvelles que les soldats ne doivent pas connaître sur la crise économique, sur la mortalité, sur le prix des vivres. Les officiers qui ont réussi à mettre la main sur cette feuille clandestine assurent que l'auteur n'en peut être qu'un Français. Les nouvelles de « la Poste au camp » sont écrites par quelqu'un qui connaît à fond la langue et l'âme allemandes. Les officiers allemands ne cachent pas que cette mystérieuse publication distribuée aux soldats pourrait avoir des effets pernicieux.

Les idées qui passent...

Le Parlement et l'opinion

Les politiciens ont beaucoup à faire pour qu'on leur pardonne et qu'on oublie leur fâcheuse attitude d'il y a deux jours. Plusieurs de nos confrères — et non des moindres — reviennent sur le scandale auquel nous venons d'assister.

M. Capus (le *Figaro*) dit avec une forte précision :

Si le gouvernement n'y prend pas garde et ne se raidit pas, la dernière séance de la Chambre marquera l'irruption de la démagogie dans la conduite de la guerre. A mon avis, c'est le plus grand danger du moment présent, car il menace non pas tel ou tel point de notre organisation, tel ou tel détail, mais l'axe même.

Le Rappel :

Les parlementaires qui manifestent quelque mécontentement lorsque la presse assure que le parlementarisme n'est point pratiqué comme il devrait l'être feront bien de tourner, désormais, leurs batteries contre certains de leurs collègues.

Ne faisons point de réclame personnelle aux deux députés socialistes qui ont provoqué le mouvement de découragement du général Gallieni.

Leurs noms ne méritent pas de passer à la postérité.

Et plaignons-les ! Ils ne savent pas ce qu'ils font.

M. Clemenceau (*L'Homme enchaîné*) fait remonter les responsabilités plus haut. « Ce n'est pas M. X... ou M. Z... qui sont coupables, assure-t-il, mais bien leur chef. »

Si, dit-il, au lieu de rechercher des effets de tribune, M. le président du conseil se résolvait à poursuivre des effets d'action, je serais des premiers à le soutenir. Mais quand, après dix-huit mois de guerre, nos gouvernements de défense, maintes fois avertis par les commissions compétentes dont l'intervention n'aurait pas dû être nécessaire, aboutissent à tant d'éclatantes preuves d'insuffisance, complètes par les deux agressions impunies de ces derniers jours, il n'est pas un Français — avec ou sans l'aide de M. Charles Benoist — qui ne se demande, au spectacle des « entonnoirs » des bombes allemandes en plein Paris, si nous avons un gouvernement, et, en ce cas, ce qu'il fait pour manifester, dans l'ordre de la défense de la capitale, son existence.

M. Galli, député de la Seine, écrit à ce propos dans le *Matin* :

L'incident pénible de mardi, à la Chambre, ne doit pas se renouveler. Il est inadmissible que les ministres de la défense nationale aient à répondre à toutes questions et interpellations à propos des moindres incidents, et soient exposés non seulement à perdre des heures précieuses, mais à d'intolérables anémies.

L'ordre des travaux de la Chambre doit être réglé de façon à écarter tous débats inutiles et dangereux, par le bureau, d'accord avec les représentants des différents groupes et des grandes commissions.

Notre confrère André Billy qui fait chaque jour dans *Paris-Midi* une revue de la presse, laquelle est un miroir fidèle de l'opinion, écrit ces lignes :

Le chroniqueur de la *Bataille* ne nous dit pas un mot de l'incident Gallieni. Si toute la presse avait fait de même, le bénéfice eût été grand. Je me suis souvent demandé pourquoi nous avons un Syndicat de la presse, et aussi pourquoi ce Syndicat, puisqu'il existe, n'essayait pas de prendre assez d'autorité pour pouvoir, dans certaines circonstances, donner une sorte de mot d'ordre aux journaux. On imagine avec plaisir ceux-ci ne publiant pas une ligne sur la séance d'hier. Quelle façon aux députés ! Et elle porterait, soyez-en sûrs !

Nous ne parlons pas l'avis de notre distingué confrère. Si la presse avait passé sous silence les incartades de certains députés, comment le général Gallieni aurait-il su qu'il a avec lui, derrière lui, toute la presse ? Les publicistes ont pour devoir strict de renseigner les électeurs — qui sont nos lecteurs — sur les fautes de certains de leurs représentants.

La crise du charbon inquiète l'Italie

Ce n'est pas seulement en France que la crise du charbon sévit ; elle existe également en Italie et avec plus d'acuité que chez nous.

L'Italie n'est pas productrice de charbon, et elle avait dû, lorsqu'elle entra en guerre, prendre certaines dispositions en passant des contrats avec l'Angleterre.

Les causes qui ont fait augmenter le charbon en France ont agi en même temps en Italie ; le prix du fret a augmenté dans des proportions extraordinaires, et, étant donné la longue durée des transports, le prix de la tonne, chez nos alliés italiens, atteint actuellement le chiffre de deux cent dix francs.

La rareté du charbon et son prix excessif font que les industriels traversent une période qui n'est pas sans les inquiéter. Des démarches sont faites en ce moment en Angleterre ; le baron Mayor des Planches, ancien ambassadeur d'Italie à Washington et à Constantinople, est à Londres pour négocier. En France, même, des démarches diplomatiques se poursuivent pour obtenir une union entre les Alliés.

La formidable industrie de guerre qui se développe continuellement nécessite une consommation phénoménale de charbon dans tous les pays belligérants. Il est donc indispensable pour les Alliés de prendre en commun les mesures nécessaires pour que la hausse exagérée du charbon n'arrête pas la production des industries de guerre, non plus que celle des industries particulières. Ce sera l'objet des conversations qui se poursuivent à Paris et à Londres.

Enfin M. Renaudel (*L'Humanité*) présente timidement la défense des députés incriminés. « Ils sont, prétend-il en substance, plus maladroits que malintentionnés. » Possible, mais il est, en temps de guerre, des gaffes criminelles.

Un peu de sang-froid de part et d'autre a ramené le calme. Il faut s'en féliciter, mais la sensibilité de la Chambre à des causes qu'on connaît bien et qui tiennent aux événements eux-mêmes. Si le Parlement est bientôt obligé de s'expliquer devant le pays, on verra ce que tiendront les reproches qui lui sont adressés en face des responsabilités qu'il aura à établir.

Assez de gaspillage

Le *Republicain de Rouen*, reprenant excellentement l'une des récentes campagnes de l'Œuvre contre le gaspillage de notre matériel de guerre, émet à ce sujet de judicieuses observations :

S'il éclate à tous les yeux que la lutte présente devient une « guerre d'usure », et que celui-là aura le dessus qui tiendra le plus longtemps, — la première condition de la victoire est l'économie.

La chose est évidente pour tout le monde, excepté pour l'administration militaire.

Nous pourrions citer le cas d'un officier qui envoie un automobiliste acheter son journal tous les jours à un nombre respectable de kilomètres : coût, 8 fr. 50 de dépense quotidienne en essence et en pneus pour se procurer un journal d'un sou.

Ce sont là des faits, entre mille autres, dont la répétition constitue un gaspillage honteux.

Nous demandons qu'on ne détruise pas les bidons, qu'on ne laisse pas pourrir les couvertures et les capotes, dans les magasins, comme le fait s'est produit dans un endroit que nous connaissons bien, pas très loin d'ici et que nous pourrions désigner, qu'on ne gaspille pas la viande, comme cela se fait communément, enfin qu'on ne gaspille pas les hommes par une mauvaise utilisation.

Les mercantis

La France du Sud-Est s'associe, elle aussi, à nos vœux : pourquoi permettre à des Français de ravitailler des Boches ? M. Léon Piquet, conseiller général de l'Ain, écrit ceci — qui est irréfutable :

Un poilu, qui avait eu connaissance du vœu du Conseil général de l'Ain, que l'Œuvre a reproduit, m'écrivit ce qui suit au mois de septembre dernier :

« Chaque soir ou presque, nous risquons notre vie pour aider à la destruction des convois boches arrivant au front, convois de ravitaillement, convois de munitions. C'est notre droit, c'est notre devoir. »

« Quelle différence peut-on faire pratiquement entre ces convois et ceux qui traversent la France, à destination de l'ennemi ? Aucune évidemment. Ceux-ci, puisque notre insouciance leur permet de circuler et d'arriver à destination, doivent être détruits comme les premiers. »

« J'ai tout quitté pour aller au feu. J'ai le droit que mon effort ne soit pas annulé par l'incurie des pouvoirs. Ce droit est celui de tous mes frères d'armes : ils comptent, ils sont plus de quatre millions ! »

Les fausses nouvelles

Et terminons sur ces sages paroles de M. Marcel Boulenger (*la Renaissance*) sur la pluie de fausses nouvelles qui s'abat trop souvent sur nos épaules :

Les bourdes les plus habiles et les plus savamment tendancieuses nous prêtent maintenant plus à rire, en somme, qu'elles ne nous troublent l'entendement ; et si l'y a des malins qui gonflent express ces baudruches, ils perdent leur temps, à cette heure. Le public est solide. Quand un gros henneton lui bruit aux oreilles, il l'attrape et s'en joue, au lieu d'en avoir peur. Il y a là moins de frivolité qu'on ne pense. *Misce stultitiam consiliis brevem*, disait Horace. « Mêlez à tes méditations un rien de badinage. » C'était le conseil d'un bon philosophe.

LA VIE CHÈRE

Augmentation assez sensible, hier, sur les denrées vendues au pavillon de la voûte ; cours stationnaires dans leur évolution constatée la veille sur les autres denrées.

VIANDE	
	Le kilo
Pot-au-feu	1,30 à 1,80
Aloyau entier	2,00 à 2,90
Veau entier	2,20 à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,10 à 3,20
Gigot	2,80 à 3,80
Ragout de mouton	1,60 à 2,20
Porc entier	2,60 à 3,20
VOLAILLE	
	Le kilo
Poulet	3,90 à 4,40
Lapin	2,70
Oie	2,50
POISSON	
	Le kilo
Cabillaud	1,25
Carrelet moyen	1,25 à 1,75
Congre	1,50 à 1,75
Raie	1,25 à 1,50
Harang français, le cent	15,00
Maquereau	1,50 à 2,25
LEGUMES	
Carottes, les 100 kilos	22,00 à 30,00
Navets, les 100 boîtes	20,00 à 30,00
Poireaux	40,00 à 70,00
Choux, le cent	10,00 à 45,00

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

UN DOCUMENT ÉTRANGE

Sous la forme d'une dépêche de Rome et par l'entremise non de l'agence Wolff, mais de l'agence Havas, nous recevons un document volumineux qui nous cause plus de surprise que d'agrement, je veux dire qu'il nous étonne fort et ne nous réjouit pas du tout. Voici :

Le gouvernement italien vient d'envoyer à Londres, en mission spéciale, avec pouvoirs étendus, le baron Major des Planches, ancien ambassadeur d'Italie à Constantinople, qui « devra intervenir auprès du cabinet anglais pour qu'il soit apporté, d'un commun accord, quelque remède à la situation économique de l'Italie ».

Et la dépêche continue : « Celle-ci (la situation) n'est pas brillante. La lire perd, sur les marchés neutres, de 25 à 30 0/0 de sa valeur. Le charbon qui vient d'Angleterre arrive dans les ports italiens surchargé de frais anormaux. De nombreuses industries chôment de par la cherté du combustible. Les solfatares de Sicile menacent de fermer leurs portes, ce qui jetterait sur le pavé plus de 50.000 ouvriers. Et toutes les marchandises alimentaires ou matières ont subi une augmentation qui pèse lourdement sur les énergies du pays. »

Ici je m'interromps, ou, plutôt, c'est vous, lecteur, qui m'interrompez, car vous croyez à une méprise ; vous croyez que, par erreur, je vous mets sous les yeux un faux confectionné par les propagandistes allemands, lancé dans la circulation sous le titre... non ; laissons le titre de côté ; d'ailleurs, vous le devinez sans peine. Eh bien, je le répète, le document n'est pas un faux ; il n'est pas de l'agence berinoise Wolff ; il est de l'agence parisienne Havas. C'est très singulier, mais c'est ainsi.

Donc, après ce préambule, le mémoire ou réquisitoire arrive au fait : c'est la question des frets maritimes. « Ils ont fait un bond formidable. » Suit la description du bond formidable, puis un exposé des remèdes possibles, exposé où s'enclavent à propos de la marine marchande d'Allemagne et d'Autriche quelques observations dont il ne faudrait pas presser bien fort le sens pour en extraire quelque chose comme un soupire de regret. Finalement et en passant par le dédale de circonlocutions très travaillées, le mémoire demande à l'Angleterre de s'arranger de la manière qui lui conviendra le mieux pour procurer à l'Italie des tarifs sensiblement retouchés.

Ceci dit, le mémoire prend fin, et si vous aimez mieux, le négociateur remet l'arme au cran de sûreté en attendant la réponse.

Nous avons eu, cette nuit même, l'écho des paroles belles, énergiques, réconfortantes que prononçait à Gênes l'illustre M. Salandra toujours égal et fidèle à lui-même. Que dirait-il, M. Salandra, quand il apprendra comment on s'est hâté de mettre à profit son absence pour tambouriner avec ce fracas comminatoire une négociation qui aurait exigé une honnête discrétion même en temps de paix ?

Dans tous les cas, je sais bien ce qu'on dira à Berlin ; on dira que cette affaire compense largement le mécompte éprouvé au Montenegro et que ce M. Major des Planches est vraiment une planche de salut. — ACHILLE PLISTA.

LA PROPAGANDE GERMANO-TURQUE

Genève, 3 février. — La Tribune de Genève affirme que plus de six cents Turcs et Egyptiens, partisans de la politique allemande, se trouvent actuellement en Suisse et forment le noyau d'une armée de propagande germano-turque, mais il paraîtrait que le gouvernement jeune-turc a jugé que les procédés pratiqués par ces six cents individus s'écartent des moyens diplomatiques et il aurait eu le scrupule bien rare de rappeler plusieurs d'entre eux à Constantinople : ceux qui contreviendraient à cet ordre sont menacés de ne plus recevoir de subsides.

PORT ITALIEN BOMBARDÉ

Ancône, 3 février. — Ce matin, vers sept heures, des navires ennemis ont bombardé le port de San Vito et les installations du chemin de fer d'Artona à la mer.

Les dégâts matériels, les seuls qui aient été causés, sont peu importants.

Ces navires ennemis étaient quatre contre-torpilleurs appuyés par un croiseur.

La population a conservé son calme ; de plusieurs points du littoral, l'artillerie de marine a canonné vigoureusement la flottille ennemie et l'a obligée à s'éloigner.

Le rébus monténégrin

Genève, 3 février. — On mande de Vienne que les ministres monténégrins M. Radolich Popovitch et le général Bosovitch prétendent que, de la volonté du roi Nicolas, ils représenteraient le gouvernement monténégrin, mais que le roi Nicolas n'aurait pas eu le temps de leur remettre de pleins pouvoirs écrits.

[En d'autres termes, les Autrichiens disent que ces Messieurs leur ont dit que le roi leur avait dit qu'il n'avait pas le temps de leur écrire ce qu'il leur disait. Les Autrichiens devraient comprendre que ces données n'ont pas assez de consistance pour qu'on puisse asseoir une conviction dessus.]

L'affaire du "Lusitania"

Bâle, 3 février. — Le correspondant à Berlin du Pester Lloyd, commentant la note officielle relative aux pourparlers germano-américains concernant le Lusitania, dit que les négociations sont interrompues et que cette interruption est causée par la politique électorale ou peut-être par l'imminence de l'Entente.

Il n'en est pas moins surprenant, dit-il, que malgré les prévisions les plus optimistes il s'est produit, dans les pourparlers, des divergences d'opinions qui remettent en question tous les résultats obtenus jusqu'à présent.

Malgré la tournure que prennent les événements, on garde à Berlin, ajoute le correspondant, le plus grand calme et l'on espère qu'au dernier moment, on parviendra peut-être à réussir à Washington.

LES CONSULS DE SALONIQUE VONT ÊTRE ÉCHANGES

Toulon, 3 février. — Sur l'intervention d'un gouvernement neutre et par mesure de réciprocité, M. Nedkow, consul général de Bulgarie à Salonique ; le docteur Kezajoff, consul adjoint ; M. Michel Avronoff, secrétaire général du ministère des affaires étrangères de Bulgarie, leurs parents, leurs secrétaires et leurs serviteurs, qui avaient été arrêtés à Salonique et conduits, il y a un mois, à Toulon, ont quitté notre ville ce nuit pour arriver aujourd'hui à Genève où ils seront laissés libres.

TELS PERES, TELS FILS

Genève, 2 février. — Le Tagliche Rundschau écrit que quoique le nombre des crimes ordinaires soit en décroissance en Prusse depuis le début de la guerre, les crimes commis par les adolescents augmentent d'une façon alarmante, les statistiques de 1915 sont plus inquiétantes que celles de 1914.

Les journaux attribuent cette féroce croissante de la jeunesse tant masculine que féminine au manque de surveillance des parents, au nombre insuffisant de professeurs et aux salaires élevés gagnés par les enfants employés dans les fabriques. Ils adressent un appel aux pasteurs et professeurs afin qu'ils organisent des cours du soir pour les enfants.

Des règlements ont été établis par des commandants militaires dans certaines provinces, interdisant aux enfants de sortir le soir.

On propose de les empêcher de se réunir et de fumer dans les endroits publics ; le tabac, les boissons alcooliques et les sucres ne leur seront plus vendus et, comme dernière mesure, leurs salaires seront remis à leurs parents ou tuteurs.

COMMUNIQUE BELGE

Le duel d'artillerie a repris avec violence devant le front de l'armée belge surtout vers Dixmude.

LA VIE ÉCONOMIQUE EN ALLEMAGNE

Réquisition des matières textiles

Genève, 3 février. — La décision prise par l'Allemagne de réquisitionner toutes les matières textiles de l'empire est expliquée de la manière la plus consolante et engageante par le Berliner Tagblatt :

« La saisie des matières textiles ne prouve pas qu'il n'y a pas de provisions, mais elle consiste à rassembler de nouvelles forces. On peut la comparer à la mise en ligne d'une nouvelle armée. »

Mais elle produit une impression fâcheuse en Suisse, où elle est interprétée comme un nouveau signe de l'affaiblissement économique de l'empire.

« La situation économique, dit la Tribune de Genève, sera la cause déterminante de la paix et, sur ce point, les empires du Centre sont en état d'infériorité. L'Allemagne a dû rationner le pain, s'imposer des jours sans viande et sans graisse. Aujourd'hui, c'est aux matières textiles que s'en prennent les pouvoirs. Elles commencent à manquer et le gouvernement se les réserve. On cache la vérité au peuple allemand, n'osant pas la lui révéler tranquillement, car le mécontentement grandit dans les classes populaires, à cause du renchérissement des denrées alimentaires. »

Le fer et l'acier

Genève, 3 février. — Le gouvernement allemand a pris, au sujet du fer et de l'acier, deux mesures qui déterminent, en Suisse, un mécontentement proportionné au préjudice qu'il cause au commerce et à l'industrie nationale : 1° la sortie d'Allemagne, autrement dit la vente à la Suisse, n'aura lieu que sur paiement en francs, ce qui, en raison de la baisse du mark, équivaut à une majoration de 30 pour 100 du prix ; 2° tous les marchés et contrats déjà conclus sur la base du paiement en marks sont déclarés nuls par décision unilatérale du gouvernement allemand.

Ces mesures, la seconde surtout, créent des embarras cruels aux maisons suisses qui ont, elles-mêmes, conclu des arrangements avec des tiers, concernant des fournitures ou exécutions de travaux, cela sur la foi des traités et sur la base des prix que l'Allemagne ne reconnaît plus.

L'affaire de l' "Appam"

L'affaire de l'Appam, sortie de la phase dramatique et romanesque, devient un cas juridique dont la définition comporte des controverses.

« La situation actuelle de ce navire, dit le Daily Graphic, va donner de nouveaux tourments au président Wilson. Les Allemands prétendent évidemment que le navire, par le fait d'avoir été capturé, est devenu un croiseur auxiliaire allemand et que, par conséquent, il doit être retenu par les États-Unis jusqu'à la fin de la guerre et retourner ensuite en Allemagne. Mais il est au moins également légitime de prétendre que, comme les Allemands n'ont pas transporté leur prise dans l'un de leurs propres ports, ils n'ont pas acquis le droit de propriété, de sorte que le navire demeure un navire marchand britannique. »

VAPEURS TORPILLES

Londres, 3 février. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais Belle-of-France a coulé. L'équipage européen et 22 lascars ont été sauvés ; 19 lascars manquent.

Il annonce également que le vapeur anglais Chasehill, allant de New-York au Havre, a coulé le 18 janvier.

Rotterdam, 3 février. — Ce matin, le navire à moteur hollandais Artemus a été torpillé à huit milles du bateau phare de Noord-hinder.

Amsterdam, 3 février. — Le navire hollandais Artemus, arrivé à Hoek van Holland, rapporte que c'est un sous-marin allemand qui l'a attaqué, lui causant une voie d'eau.

MACHINES DESTINÉES AUX BOCHES

Marseille, 3 février. — Le parquet a procédé aujourd'hui à la mise sous séquestre de 70 colis de pièces détachées de machines à tisser formant six machines complètes destinées à une société de Suisse, succursale de la maison allemande Wolf, de Stuttgart.

Les protestations sont générales.

C'est, dit le Démocrate, une violation parfaitement nette, parfaitement caractérisée des contrats de droit privé passés entre particuliers et qui deviennent, eux aussi, de vulgaires « chiffons de papier ».

La baisse du mark

Une mesure analogue, prise contre l'industrie hollandaise, est signalée par une dépêche d'Amsterdam : les manufactures allemandes de teinture d'aniline ont prévenu leurs clients hollandais que les prix seraient dorénavant quadruplés et que le taux du mark était conventionnellement fixé à 60 florins pour 100 marks.

D'après le change actuel, les 100 marks valent en florins de Hollande 43,37 : c'est donc une majoration de plus de 32 pour cent ajoutée au prix déjà quadruplé. Les stipulations concernant le paiement en francs procurent un bénéfice appréciable à l'industrie allemande sur chaque fourniture, mais il est clair qu'elles accentueront la baisse du mark, puisqu'elles font voir que l'Allemagne n'accepte pas son propre papier.

Le pain et le prétendu pain

Berne, 3 février. — La distribution du pain à Mulhouse est réorganisée sur des bases nouvelles. Le prix du pain a monté de un à deux pfennigs par kilo ; la ration est fixée à 1.750 grammes par semaine et par tête.

La Gazette Populaire de Leipzig, journal socialiste, décrit, dans son numéro du 1er février, une nouvelle sorte de pain qu'une société par actions fabrique à Berlin. Cette fabrication est faite de la manière suivante :

Du sang de bétail est chauffé à 70° ; on y mêle de l'eau, du sel, du chlorure de calcium, différentes épices. Cela forme ce que l'on appelle « le globe ». On y ajoute de la farine végétale tirée de la paille, un peu de farine de seigle et de pommes de terre. Enfin, on met le levain.

Le journal dit que ce soi-disant pain qui est en vente est sans valeur au point de vue nutritif et nuisible à l'estomac et il demande aux autorités qu'elles surveillent de très près cette nouvelle fabrique.

Désordres à Lisbonne

Madrid, 3 février. — L'Imparcial reçoit du Portugal des nouvelles annonçant la continuation des désordres à Lisbonne.

Dans la rue du Tabac, une bombe a tué un brigadier et blessé deux gardes républicains.

Les agresseurs ont été dispersés à coups de revolver. Dans d'autres quartiers, plusieurs bombes ont fait explosion causant des dommages matériels.

Les autorités prévenues ont pris les mesures de précautions et ont fait occuper militairement le palais du gouvernement.

Les syndicats ouvriers ont été entourés de cordons de troupes. Les grévistes cherchent à amener une grève générale.

La circulation des tramways est suspendue.

Tous les détenus ont été enfermés à bord de navires de guerre.

L'agitation s'est étendue à Septuhal, San-Pedro, Portel, Redondo, Montemor, où le maire a été torturé et ensuite assassiné, à Aguarantes, Pedro Folgosa et dans d'autres endroits la foule a envahi les greniers des cultivateurs et a emporté les céréales.

Des troupes ont été envoyées dans ces localités.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

La nuit dernière, une de nos patrouilles, après avoir abattu la sentinelle ennemie, a jeté des grenades à main sur un poste allemand établi au nord de la Somme.

Aujourd'hui, vers 11 heures 30, l'ennemi a tenté une attaque par surprise contre nos tranchées aux abords de la route d'Ypres à Pilekem. L'attaque, qui n'avait été précédée d'aucun bombardement d'artillerie, a été facilement repoussée par notre feu.

L'EMPRUNT ITALIEN

Rome, 3 février. — Le total des souscriptions à l'emprunt national 5 0/0 enregistré au bureau du Consortium s'élève au 31 janvier à la somme de 2.410.000.000 de lire. La souscription sera close le 1er mars.

L'affaire des colonels suisses

Genève, 3 février. — Le Démocrate prend qu'un certain nombre de soldats de la première et de la deuxième division ont fait circuler une déclaration disant qu'ils répondront pas à l'ordre de marche, avant que les colonels Egli et de Wattenwyl aient été condamnés.

Le Démocrate dit que de pareilles manifestations sont incompatibles avec la discipline et que la félonie des deux colonels n'est pas une excuse à cette indiscipline.

Berne, 3 février. — Le colonel Dubs jugé d'instruction, a terminé son enquête l'égard des colonels Egli et de Wattenwyl. Il conclut au renvoi des inculpés devant le tribunal militaire de la 5^e division. Le conseiller national Scherrer, avocat du colonel Egli, est arrivé à Berne pour commencer l'étude du dossier.

Lausanne, 3 février. — On remarque la devanture d'une librairie de Lausanne, les portraits des colonels Egli et de Wattenwyl. Sous ces portraits, le libraire a écrit le mot « vendus ». Bien entendu, il s'agit de portraits.

La foule, amusée, défile devant le magasin.

TROUBLES EN MANDCHOURIE

Moukden, 2 février. — 15.000 paysans ont saccagé le bureau d'administration du district, à Kwangtziensin, près d'Alung ; ils accusent ce chef de malversations dans la perception des impôts.

AUX INVALIDES

Hier après-midi le général Cousin a procédé à une remise de décorations au cours de la prise d'armes qui a eu lieu dans le cour d'honneur des Invalides.

Environ cent vingt distinctions ont été remises à des blessés, officiers et soldats.

Le public, très nombreux, a vivement applaudi nos glorieux soldats.

1^{re} Marque Française

CRÈME SIMON

Unique pour la toilette

COURRIER DES THÉÂTRES

Get après-midi : A l'Odéon, à 2 h., gala au bénéfice de l'Œuvre nouvelle des Crèches Parisiennes.

Ge soir : Comédie-Française, 7 h. 45, La Marche Nuptiale ; Odéon, 8 h., L'Espionne ; Athénée, 8 h. 30, L'École des châtis ; Trianon, 8 h. Rip ; théâtre Réjane, 8 h., Madame Sans-Gêne.

ANNONCES GRATUITES

Chauffeur d'auto expérimenté, non mobilisable, sérieuses références, brevet toutes voitures, demande place Paris ou province. Bouchel, 6, rue Constance.

Sous-officier belge, volontaire de guerre réformé, 53 ans, désire emploi compatible correspondant, au courant voyage, surveillance, travaux ou emploi de confiance. S'adresser M. Lefèvre, 19, rue de la Vieille, Paris (IX^e).

On demande comme surveillant des mines, en Lozère, un mutilé de guerre. S'adresser à M. de Beauregard, à Barjac (Lozère).

Jeune fille, bonne sténo-dactylo, désire travail à faire chez elle, serait libre le soir après six heures : Mlle Coinaud, 3, rue de la Lancette (XII^e).

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHER, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L' "ŒUVRE"

du 4 février 1916

67

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

TROISIÈME PARTIE

II

Heures d'angoisse

Puis sa gaieté de vingt ans, tonifiée de sève printanière, triomphant de tous les soucis, elle remâchait avec un sourire épars sur tout le visage : « Tout de même, si l'on écrivait mon histoire, personne ne la croirait vraie... Dans un bon livre, elle ne serait même pas acceptable... Tout au plus serait-elle de mise dans un roman-feuilleton... »

« Et pourtant, pourtant, c'est vrai que je suis là... mais comment les autres

pourraient-ils croire à pareille aventure puisque moi-même, par instant, je me demande si je ne rêve pas ?... »

Les hommes riaient et plaisantaient.

— Vois-tu, disait Sénateur, qui ne pensait qu'à ses bestiaux, à ses poules, à ses lapins et à toute sa ferme en détresse, vois-tu, eh ben, c'est curieux, annui j'ons pas trop l'cafard... c'est-à-dire que j'ons pas trop envie de nous cavalier... ah ! c'est vrai, mé, j'osomes pin un soldat glorieux... j'ons la frousse ; j' vas de l'avant comme el's autres ; mais j'ons la frousse, c'est pu fort que mé... »

— Veux-tu te taire ! criait Victor, s'ils l'entendaient, en face... »

— Leux en faudrait eune oreille... Et pis, qu'est-ce qui t' dit que sti-là qui m'entendrait l'a pin autant que mé, la frousse ? C'est vrai, dans leux sacrés journaux, y racontent tout le temps qu'on va là comme à la noce avec l' canon en guise ed violoneux et pis qu'on pense à rien ; c'est pin vrai. On vouet ben qui y sont pas, eux... Crés-tu que c't'hivé, j'étions tout seul à penser à not' bonne paillasse ed' mais, tandis que j' faisions la trespette comme eune mauvaïse soupe dans c'te mare ed' malheur ?... »

Mais brusquement les voix se taisent, l'ordre se rétablit en un clin d'œil. Là-

bas, dans la tranchée allemande, qui paraissait si bien endormie, les baïonnettes viennent de se dresser soudain en forêt luisante. Sûrement, les Boches préparent une attaque...

L'officier d'artillerie, de son poste téléphonique, demande vite à l'arrière un tir de barrage.

A peine l'ordre est-il donné qu'éclate le vacarme infernal et protecteur des mitrailleuses.

Et du téléphone partent les mots brefs, précis :

— Plus à droite. Plus à gauche. Plus long. Plus court. Plus long ! Plus long ! Plus...

Mais la voix impérieuse ne peut plus se faire entendre ; les fils téléphoniques sont rompus !

— Un homme de bonne volonté pour aller prévenir le commandant du groupe ! crie l'officier d'un ton qui force le zèle.

Un frémissement court parmi les soldats. Dix, vingt sont prêts à s'élaner ; mais, les devançant tous, Otto bondit hors de la tranchée. Les secondes sont comptées.

A présent, la mitraille tombe si court qu'il s'en faut d'un rien qu'elle anéantisse sur place le bataillon qu'elle doit sauvegarder.

III

La carte magique

— Eh bien, mon colon, tu sais, ce coup-là, y a pas à dire, je ne suis pas cagot, mais je me demande si ce n'est pas la médaille que m'a envoyée ma sainte petite marraine d'amour qui nous a sauvé la botte à tous...

Et Victor et les autres qui, pourtant, n'en sont plus à s'étonner d'échapper par miracle à la mort demeurent un peu hébétés de se retrouver là, bataillon au complet, défilant par bois et plaines pour gagner un autre point du front.

— Ah ! non, mais nous vois-tu zigouillés par notre artillerie ?... ce qu'ils auraient rigolé, les Boches !...

— Tiens, si j'étais mort comme ça, je ne m'en serais jamais consolé, déclare Coco.

De fait, il l'a échappé belle, le bataillon. A un moment la mitraille tombait si court que les hommes avaient été sur le point d'abandonner la tranchée pour essayer d'échapper à leurs propres engins massacrants.

Mais soudain, par une chance providentielle, oui vraiment providentielle, à cette heure angoissante où nulle voix ne pouvait être entendue à l'arrière — Otto avait-il seulement eu le temps de faire deux cents mètres ? — le barrage infernal, comme d'instinct, s'était ral-

longé et maintenu à distance voulue. D'ailleurs rien n'était moins sûr que l'intention d'attaque prêtée à l'ennemi. En tous cas, tenus en respect par la mitraille, les Allemands ne bougeaient point de leurs tranchées.

Personne n'avait rien compris à la rupture imbécile des fils téléphoniques. Un instant avant l'alerte, tout fonctionnait admirablement. Or, lorsque les téléphonistes s'étaient précipités pour renouer les fils, ils les avaient trouvés arrachés sur une longueur d'au moins trois mètres !

— Ma parole, avait déclaré l'un d'eux, on jurerait qu'on l'a fait exprès.

Mais quoi ! les Allemands n'avaient tout de même pas, tels des petits oiseaux, volé dans les airs pour venir se poser là, faire le coup en sourdine et repartir ni vu ni connu. Donc, à force de chercher, on avait fini par trouver une explication assez plausible, de même que pour un accident du même genre et aussi incompréhensible qui s'était produit quelques jours auparavant.

Et le tir avait continué toujours régulier au petit bonheur et inutile peut-être jusqu'à la minute où le téléphone enfin réparé — cela avait duré un bon moment — le commandant avait donné l'ordre d'arrêter le feu.

(La suite à demain)